

M. Green: Mais le premier ministre ne s'est jamais prévalu de cette excuse.

L'hon. M. Pearson: C'est parce que le premier ministre, dans sa parfaite courtoisie, a toujours cherché à répondre même si on ne lui donnait pas avis de la question. Le chef de l'opposition,—je regrette d'avoir à le relever,—a dit de moi:

Mon honorable ami est tombé encore plus bas en disant que si le point de vue de notre parti...

Le parti conservateur, s'entend.

...avait été adopté l'automne dernier la situation du monde aurait été différente en ce qui concerne la paix.

Puis il a ajouté:

Je lui affirme que cette déclaration est fautive et je lui ai demandé de la retirer.

J'ai répondu à l'époque que je n'avais jamais dit cela. J'ai eu l'occasion de lire très soigneusement le hansard et je sais que je n'ai pas formulé cette déclaration. J'espère que le chef de l'opposition en sera convaincu lorsqu'il aura lu le hansard et que par conséquent il reconnaîtra que je n'ai pas prononcé les paroles qu'il m'attribue, c'est-à-dire les mots "tombé encore plus bas".

Le chef de l'opposition a prononcé un assez long discours ce matin et cet après-midi. Il a consacré beaucoup de temps,—je ne m'en plains pas, car c'est son droit,—à critiquer la politique suivie par le gouvernement à l'égard du Moyen-Orient. Il a consacré également beaucoup de temps à des attaques contre le colonel Nasser, chef du gouvernement égyptien. Quoi qu'on puisse penser de M. Nasser, le dictateur de l'Égypte, ce n'est pas en s'en prenant à lui qu'on pourra mettre sur pied une politique canadienne appropriée. A mon avis, ces critiques ne nous avancent guère.

Le chef de l'opposition a déclaré ce matin que le gouvernement égyptien tombe de plus en plus sous l'influence de la Russie, ou quelque chose d'analogue, et que l'aide et les armes russes pénètrent à profusion en Égypte. Si tel est le cas, il ne serait pas sage de notre part,—le mot "notre" s'applique aux puissances de l'Ouest,—de nous attaquer à lui de façon à le jeter irrévocablement dans les bras de l'impérialisme communiste russe.

M. Diefenbaker: Qu'entend le ministre par les mots "s'attaquer à lui"?

L'hon. M. Pearson: Je veux dire par là l'injurier et l'accuser au mur en lui reprochant des choses qu'il n'a peut-être pas faites et en recourant à des termes exagérés et injurieux pour décrire la situation actuelle. Cela ne peut aucunement aider nos relations diplomatiques, quoi qu'on puisse penser de l'homme ou du gouvernement à qui nous avons affaire.

[L'hon. M. Pearson.]

L'honorable député de Vancouver-Quadra a formulé deux critiques très précises à l'endroit du gouvernement. Une de ces critiques,—la remarque que je viens de formuler s'applique également dans ce cas,—c'est que nous nous plions trop aux exigences de Nasser. C'est une critique assez étrange quand on sait, comme doit le savoir l'honorable député, quelle a été la réaction du gouvernement et du peuple égyptien à l'égard du programme adopté par les Nations Unies. Aucun Égyptien ne conviendrait que le Canada "se plie aux exigences de Nasser". Dans son autre critique, il a dit que nous avons suivi les Nations Unies de trop près.

M. Diefenbaker: Le ministre me permettrait-il ici de lui poser une question découlant d'une dépêche d'aujourd'hui, dans laquelle on dit que le gouvernement égyptien ne se trouble plus, après les mises au point qui ont été apportées, au sujet des récentes déclarations faites par le premier ministre du Canada (M. St-Laurent) et par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures? Quelles ont été ces déclarations qui se sont révélées troublantes?

L'hon. M. Pearson: Il est facile de traiter la question, car si le député avait eu comme moi l'avantage de lire les nouvelles dans les journaux d'Égypte sur les déclarations qui ont été faites à la Chambre, et de voir comment ces publications les ont dénaturées, il saurait qu'il est compréhensible que le colonel Nasser ait pu être même plus inquiet par la politique canadienne qu'il l'a été aux Nations Unies.

Comme le député l'a dit ce matin, la presse égyptienne a accusé notre premier ministre d'être un impérialiste, un belliciste, et autres choses du genre. Tout lecteur de ces nouvelles pourrait avoir une fausse idée de la politique canadienne, mais je ne pense pas que nous devions déformer cette accusation pour nous imputer des mesures favorables à Nasser.

À la fin de son exposé, monsieur l'Orateur, le chef de l'opposition a signalé deux articles de programme que l'opposition conservatrice a mis de l'avant au sujet des problèmes du Moyen-Orient. L'un, c'est que le droit de libre et paisible passage dans le golfe d'Akaba et dans le détroit de Tiran doit être assuré. Il n'y a aucune divergence de vues entre nous à ce sujet et, si l'honorable député avait écouté mon exposé ce matin, il se serait rendu compte que j'ai dit exactement la même chose et que j'ai tenu plus d'une fois le même langage à l'Assemblée des Nations Unies.

En second lieu, la politique du parti conservateur voulait que les Nations Unies se chargent directement d'assurer la région de Gaza contre tout acte d'agression au moyen d'incursions et autres mesures du genre. Là encore, je ne vois rien qui nous sépare.

S'il avait lu les documents et les déclarations faites par les délégués canadiens...